

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 JUILLET 1919.

Projet de loi interprétant l'article 2, 5°, de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 relatif à la déclaration et à la mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets de nations ennemies ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

L'arrêté-loi du 10 novembre 1918 prévoit la déclaration — et, par voie de conséquence, la mise sous séquestre — des « sociétés, associations ou succursales de toute nature, ayant une nationalité ennemie ou fonctionnant fictivement en Belgique sous le couvert de la loi belge ou de la loi d'un pays allié ou neutre ».

Ce texte qui paraît clair et précis n'est pas l'expression de la volonté du législateur.

En effet, si l'on applique ces termes au sens strict et en s'inspirant uniquement des principes du droit commercial qui régit la matière des sociétés, cette disposition, telle qu'elle est rédigée, permet de soustraire à la procédure d'otage économique, instaurée au profit des intérêts belges, une catégorie de biens particulièrement considérable, et qu'il importe de mettre sous la main de justice.

Est belge toute société constituée en Belgique, en conformité des règles et prescriptions de la loi belge, qui entend se soumettre et être régie par celle-ci, pour avoir en Belgique son principal établissement sous la forme du siège social.

Que la totalité des capitaux soient étrangers, que tous les fondateurs soient étrangers, que toute l'administration soit confiée à des étrangers, et même que l'exploitation se poursuive exclusivement à l'étranger, la société n'en devra pas moins être considérée comme belge. Ce sera une société belge au service de

⁽¹⁾ Projet de loi, n° 243.

⁽²⁾ La Commission, présidée par M. MECHELYNCK, était composée de MM. BRUNET, HANSENS, THÉODOR et WAUWERMANS.

l'étranger, mais ce n'en sera pas moins une société belge. Et il est de doctrine que cette nationalité de la société, qui ne dérive pas de la nationalité des constituants ou des associés, ne peut être affectée par les événements susceptibles de modifier la capacité civile ou politique des actionnaires.

Mais il ne faut pas confondre ces sociétés avec les sociétés qui n'ont de belge que la forme : telles sont les sociétés constituées en Belgique en fraude de notre loi : les fondateurs ont voulu éluder les dispositions de leur loi nationale sans cependant en fait se conformer à la nôtre. Le siège social indiqué en Belgique n'est que fictif. L'administration n'est pas concentrée dans notre pays; on n'y tient pas les assemblées générales; la société possède un établissement purement nominal. En tel cas, les tribunaux — qui doivent s'attacher au fait et non à la seule déclaration de volonté non suivie d'effet — prononceront, à la demande de tout intéressé, que la société est une société fictive belge.

Si cette société réunit les conditions requises pour constituer un être moral, au regard de la loi du lieu où elle fonctionne réellement, ce sera une société étrangère. Si elle ne réunit pas ces conditions, — par exemple en l'absence des conditions de forme, — ce sera une société nulle, une communauté dans laquelle se trouveront engagés des intérêts étrangers ou des intérêts belges et étrangers.

Ces intérêts devront — en tant qu'ils appartiennent à des sujets d'une nation ennemie — être soumis au même régime que les actions, parts de fondateur, obligations, titres ou intérêts quelconques leur appartenant dans les sociétés, associations, succursales ou groupements quelconques.

Ces principes devaient être rappelés parce qu'ils expliquent l'application faite par la Cour d'appel de l'article 2 de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918.

Cependant si cette jurisprudence devait être maintenue, elle irait à l'encontre du but que le législateur a certainement entendu poursuivre et voulu atteindre lorsqu'il a pris cet arrêté.

Il paraît certain que lorsque, légiférant dans des textes d'exception, il a entendu établir le régime de séquestre des sociétés, comme des individus, pressé par les circonstances, il s'est préoccupé davantage des situations de fait que de leur traduction exacte dans les termes du droit.

Il a voulu réaliser l'œuvre que M. Briand caractérisait le 11 mars 1918 : « Les dossiers qui résulteront des séquestres permettront de rendre la France économique aux mains de la France. »

Il a entendu atteindre les biens de sujets ennemis dissimulés sous une fiction quelconque ou se trouvant placés à l'abri à la faveur de quelque formule ou combinaison juridique.

La procédure en séquestre doit mettre sous la main de justice tous les biens appartenant aux sujets ennemis dans toute l'étendue du territoire, sous peine de demeurer une pure fiction. L'interdiction de tout commerce, la nullité de tous actes ou contrats relatifs à ces biens, ne peut s'arrêter devant les revendications de personnes interposées.

Aussi la pratique de nombreux parquets a-t-elle considéré que nombre de sociétés n'étaient belges que *nominalement*. Ils ont, en conséquence, dénoncé de nationalité ennemie, au regard de l'application de l'arrêté, les sociétés dont presque tous les capitaux et la direction appartiennent à des sujets ennemis,

bien que régulièrement constituées sous les formes des sociétés belges. « Évidemment, il ne suffira pas que la majorité des capitaux leur appartienne pour que la société puisse être mise sous séquestre. Il y aura là une question de fait dont l'appréciation appartiendra au Procureur du Roi, qui devra examiner avec la plus grande mesure, et ne prendra une décision qu'avec la prudence que comporte pareille mesure. Un des éléments sera incontestablement l'examen de l'activité de la société au point de vue patriotique durant la durée de l'occupation ». (RAQUEZ, HOUTART et DE WEE, *La loi belge sur les séquestres*, p. 36.)

Cette interprétation — si éloignée qu'elle pouvait apparaître du texte de l'arrêté — est incontestablement conforme à l'intention qui a dû inspirer le législateur.

C'est celle qui a été suivie par la jurisprudence française. La circulaire du garde des sceaux du 28 février 1916, assimile les sociétés aux individus, « dès que notoirement leur direction ou leurs capitaux sont, en totalité ou en majeure partie, entre les mains des sujets ennemis, car, en pareil cas, derrière la fiction de droit privé se dissimule, vivante et agissante, la personnalité ennemie elle-même ».

La Cour d'appel de Bruxelles, s'appuyant sur le texte, a donné à l'arrêté une autre signification.

Quel est le régime à imposer aux sociétés de forme belge comprenant des capitaux étrangers?

Un problème analogue à celui qui nous est soumis s'est posé lors de l'élaboration de la loi de réparations des dommages résultant des faits de la guerre.

L'article 6 de la loi du 10 mai 1919 reconnaît le principe que la constitution sous l'empire des lois belges et le fait du principal établissement en Belgique, confèrent à la société la nationalité belge. Mais pour éviter les abus qui peuvent résulter de ce que des intérêts ennemis trouveraient le moyen de s'abriter sous le manteau de cette personnalité, faveur de la loi belge, la loi stipule que les sociétés constituées sous la forme des sociétés belges — que ces sociétés juridiquement belges — « ne pourront prétendre à la réparation si l'Etat belge démontre qu'à une époque quelconque de la période comprise entre le 1^{er} août 1914 et l'allocation de l'indemnité, la majorité des capitaux soumis au régime de l'association était de nationalité étrangère ».

C'est ce même terme de « capitaux de nationalité étrangère » qui a été emprunté pour être introduit dans le présent projet de loi.

La Commission a estimé rechercher si les actionnaires ou associés rentrent dans la catégorie de ceux que visait l'article 1^{er} de l'arrêté, au moment où ils possédaient les actions.

Le texte nouveau porte « capitaux de nationalité étrangère ». Il semble qu'à ce terme « étrangère » qui a pu être inséré dans la loi sur les dommages de guerre, qui subordonne le dédommagement des étrangers à la condition de traités de réciprocité, doit être substitué ici celui visant la « nationalité ennemie ».

Ce terme ennemi a une signification qui paraît aujourd'hui bien définie par la doctrine et la jurisprudence. Ce ne sont pas seulement les ressortissants des pays qui ont effectivement et formellement déclaré la guerre, mais aussi leurs alliés — les ennemis de fait comme de droit — tous ceux avec qui les relations écono-

miques étaient interdites. Et il faudra dans l'appréciation de cette qualité se rapporter non à la situation que peut créer le changement de nationalité résultant du traité de paix de Versailles mais celle antérieure à celui-ci.

La question de savoir si la majorité des capitaux appartient à des sujets d'une nation ennemie, est une question de fait. Sa solution ne sera pas subordonnée à l'obligation pour le Procureur du Roi de fournir une liste comprenant la moitié plus une des actions avec indication du nombre des titres possédés par ces actionnaires et preuve de leur nationalité étrangère. Une telle preuve serait souvent impossible. En effet, s'il s'agit de titres au porteur, les propriétaires ressortissant de nations ennemies auront grand soin de ne pas se faire connaître. Mais il existe bien d'autres preuves de la consistance et de l'influence des capitaux étrangers. Le Président du tribunal se guidera, à cet égard, sur tous les éléments qui lui seront fournis. Il devra pouvoir notamment baser sa conviction, non seulement sur les listes de présence des assemblées antérieures, le nombre plus ou moins grand des actionnaires belges ayant répondu aux convocations, mais aussi sur la composition des Conseils, la façon dont les affaires de la société ont été conduites, l'attitude de la société pendant la guerre.

Son ordonnance est d'ailleurs soumise au recours prévu par l'article 10 de l'arrêté-loi qui appartient à tout intéressé — et doit être considéré comme tel tout actionnaire, obligataire ou créancier de la société. Si ceux-ci établissent l'absence de la condition requise par la loi interprétative, le séquestre ne sera pas maintenu.

Cette procédure constitue une garantie sérieuse : Poursuivie contradictoirement contre le ministère public et contre le séquestre, dans une matière d'ordre public, l'opposition fournira une décision définitive, devant constituer chose jugée vis-à-vis de tous les intéressés, ainsi qu'il est indispensable pour permettre au séquestre d'exercer sa mission.

Du fait que la société se trouve placée sous séquestre, elle est soumise au régime des articles 7 et suivants de l'arrêté-loi.

Le séquestre est substitué aux pouvoirs du Conseil d'administration qui se trouve dessaisi; l'autorisation du Président du tribunal lui sera nécessaire pour continuer l'exploitation commerciale ou industrielle, de même, qu'elle lui permettra, le cas échéant, de liquider en tout ou partie les biens constituant l'avoir de la société.

Cependant, à prendre la rigueur du droit, la société continue à exister; ses administrateurs et commissaires ne sont pas déchus des mandats dont ils sont investis et dont l'exercice est légalement paralysé, l'assemblée générale des actionnaires n'est pas supprimé et elle devrait encore être convoquée aux fins de recevoir et délibérer sur les bilans et comptes de profits et pertes.

Comment se terminera la gestion du séquestre et quel sera le sort des intérêts belges ou alliés qui auront pu être ainsi dissociés?

La situation est analogue à celle de la société anonyme qui vient à être déclarée en état de faillite.

Le traité de Versailles (art. 297^b) prévoit la rétention et la liquidation des biens, droits et intérêts, appartenant, à la date de sa mise en vigueur, à des ressortissants ennemis ou à des sociétés contrôlées par eux. Chacune des nations

intéressées aura à réglementer cette matière par une loi. C'est cette loi qui indiquera le mode de répartition par le séquestre des biens qu'il aurait éventuellement obtenu l'autorisation de réaliser.

Il peut se faire qu'à ce moment certains des ressortissants, dont le statut politique antérieur aura entraîné la mise sous séquestre, auront vu se modifier cette nationalité ou auront récupéré une autre nationalité, et échapperont ainsi à la rétention de leurs parts sociales

Les Présidents de tribunaux se montreront sans doute particulièrement attentifs lorsque ce seront des titres appartenant à ces personnes qui interviendront pour former la majorité entraînant la mise sous séquestre.

Toute solution autre que celle devant résulter de la loi interprétative serait impuissante pour les effets que l'on est en droit de réclamer vis-à-vis d'organismes tels que celui qui a obtenu le bénéfice de la décision attaquée.

Tout autre système aboutirait à des situations inextricables que l'arrêt de la Cour a vainement tenté de dénouer par des solutions d'expédients : Il est impossible d'exercer les droits des associés de nationalité ennemie, et d'opérer la mainmise sur leurs parts, lorsque leurs actions restent à l'étranger; il serait non moins impossible au séquestre de prendre part aux assemblées d'actionnaires, de provoquer la dissolution de sociétés dont le fonctionnement porte atteinte aux intérêts économiques du pays.

La procédure d'interprétation législative proposée est prévue par l'article 22 de la Constitution.

Nous ne nous arrêtons pas à l'objection que l'on pourrait formuler basée sur ce que l'interprétation donnée par la Cour n'est pas définitive, le recours en cassation étant encore ouvert contre cette décision. En effet, le législateur qui a le droit de modifier à toute époque une loi, possède à plus forte raison le pouvoir de préciser cette loi, et ce pouvoir entraîne l'application de la loi, ainsi mise à l'abri de toute interprétation contraire, à toutes les causes non définitivement jugées : l'effet de la loi proposée sera donc, si la cause est encore susceptible de recours de soumettre ce recours au régime de la loi interprétée.

On pouvait se demander toutefois si, en présence de l'urgence qui est invoquée pour justifier le projet de loi, il ne convenait pas d'épargner les lenteurs et les frais de procédures dont le résultat est imposé par la loi interprétative.

D'accord avec le Gouvernement, la Commission spéciale a l'honneur de vous proposer un amendement qui autorisera le Président du tribunal à replacer sous séquestre, par voie de nouvelle ordonnance, les sociétés qui ont obtenu mainlevée de cette mesure à raison d'une interprétation que le législateur doit repousser.

La Commission vous propose l'adoption du projet de loi dans le texte qu'elle a amendé en conformité des observations qui précèdent.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

**TEXTE PROPOSÉ
PAR LA COMMISSION.**

ARTICLE PREMIER.

Par interprétation de l'article 2, 5°, de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 relatif à la déclaration et à la mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets de nations ennemies, les sociétés constituées sous l'empire des lois belges, sont considérées comme fonctionnant fictivement sous le couvert desdites lois lorsque, à une époque quelconque, comprise entre le 1^{er} août 1914 et la date de la cessation du temps de guerre, les capitaux soumis au régime de l'association appartenaient en majeure partie à des sujets de nations visées au dit arrêté-loi.

ART. 2.

Les sociétés qui se trouvent dans le cas prévu par la disposition précédente, pourront être pourvues d'un séquestre, nonobstant toute décision contraire rendue antérieurement à la présente loi.

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD.**

EERSTE ARTIKEL.

Bij verklaring van artikel 2, 5°, van het besluit-wet van 10 November 1918 betreffende het aangeven en in bewaarderhand stellen van de goederen en aandeelen toebehoorende aan onderdanen van vijandelijke natiën, worden de vennootschappen, opgericht onder het beheer der Belgische wetten, beschouwd als fictief te werken onder gezegde wetten, wanneer op eenig tijdstip, begrepen tusschen 1 Augustus 1914 en den datum van het ophouden van den oorlogstijd, de kapitalen, aan de regelen der vereeniging onderworpen, grootendeels toebehoorden aan onderdanen van bij gezegd besluit-wet bedoelde natiën.

ART. 2.

De vennootschappen, die zich bevinden in het geval voorzien bij de vorige bepaling, kunnen in bewaarderhand gesteld worden niettegenstaande elke strijdige beslissing welke vóór deze wet mocht gegeven zijn.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 JULI 1919.

Wetsontwerp tot verklaring van artikel 2, 5°, van het besluit-wet van 10 November 1918 betreffende het aangeven en het in bewaarderhand stellen der goederen en belangen toebehoorende aan de onderdanen van vijandelijke natiën ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

Het besluit-wet van 10 November 1918 voorziet de verklaring — en dienvolgens het in bewaarderhand stellen — van de « vennootschappen, allerhande vereenigingen of filialen van vijandelijke nationaliteit, of in België fictief werkzaam onder het beheer der Belgische wet of der wet van een geallieerd of onzijdig land ».

Deze tekst, welke klaar en nauwkeurig voorkomt, beantwoordt evenwel niet aan de uitdrukking van den wil des wetgevers.

Inderdaad, indien men deze termen toepast in gestrengen zin en uitsluitend met inachtneming der beginselen van het handelsrecht dat, in zake vennootschappen, als regel geldt, laat deze bepaling toe, zooals zij luidt, aan de pandneming op economisch gebied, ten behoeve van de Belgische belangen ingesteld, eene buitengewoon aanzienlijke reeks goederen te onttrekken, welke onder de hand van het gerecht dienen te worden gesteld.

Belgisch is elke in België en overeenkomstig de regelen en voorschriften der Belgische wet opgerichte vennootschap, welke wenscht zich aan deze

(1) Wetsontwerp, n° 243.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer MECHelynck, bestond uit de heeren BRUNET, HANSENS, Théodor en WAUWERMANS.

wet te onderwerpen en door haar beheerscht te worden om in België haar voornaamste vestiging te hebben in den vorm van maatschappelijken zetel.

Al de kapitalen mogen aan vreemde huizen toebehooren; al de oprichters mogen vreemdelingen zijn, geheel het beheer mag aan vreemdelingen toevertrouwd zijn, en zelfs het bedrijf mag uitsluitend in het buitenland worden voortgezet, toch zal de vennootschap als Belgische moeten aangezien worden. Het zal eene Belgische vennootschap zijn ten dienste van het buitenland, doch het zal niettemin eene Belgische vennootschap zijn. En krachtens de rechtsleer kan deze nationaliteit van de vennootschap, welke niet voortvloeit uit de nationaliteit der oprichters of der vennoten, niet beïnvloed worden door de gebeurtenissen die geschikt zijn om de burgerlijke of politieke bekwaamheid der aandeelhouders te wijzigen.

Men moet echter deze vennootschappen niet verwarren met die, welke slechts Belgisch zijn in den vorm, namelijk de vennootschappen, met ontduiking onzer wet, in België opgericht : de oprichters hebben de bepalingen van hune landwet willen ontwijken zonder eigenlijk zich aan de onze te willen gedragen. De Maatschappelijke zetel, in België aangeduid, is er slechts in schijn. Het beheer is in ons land geenszins gevestigd; de algemeene vergaderingen worden niet aldaar gehouden; de vennootschap heeft enkel eene instelling op naam. In zulk geval zullen de rechtbanken, welke het feit er niet de eenvoudige, zonder werking gevolgde wilsuiling in aanmerking moeten nemen, op aanvraag van elken belanghebbende, beslissen dat de vennootschap eene schijnbare Belgische vennootschap is.

Indien deze vennootschap voldoet aan de gestelde vereischten om een rechtswezen uit te maken, ten aanzien van de wet der plaats waar zij wezenlijk werkzaam is, zal het een vreemde vennootschap zijn. Voldoet zij niet aan die vereischten — b. v. bij gebreke van de vormvereischten —, dan zal het eene vennootschap zijn van geener waarde, eene gemeenschap waarin vreemde belangen ofwel Belgische en vreemde belangen betrokken zijn.

In zoo verre zij aan onderdanen van eene vijandelijke natie toebehooren, moeten deze belangen aan dezelfde regelen onderworpen worden als de aandelen, de oprichtersaandelen, de obligatiën, de effecten of om 't even welke belangen, die zij in de vennootschappen, vereenigingen, filialen of eenige groepeerings bezitten.

Deze beginselen dienden in herinnering te worden gebracht omdat zij de toepassing, van artikel 2 van het besluit-wet van 10 November 1918, zooals die werd gedaan door het Hof van Beroep, verklaren.

Moest echter deze rechtspraak behouden worden, dan zou zij in strijd zijn met het doel dat de wetgever voorzeker wilde nastreven en bereiken toen hij dit besluit nam.

Het schijnt zeker dat, wanneer hij uitzonderingsbepalingen tot wet maakte en de inbewaarderhandstelling van de vennootschappen zoowel als van de personen wilde regelen, hij, onder den drang der omstandigheden, zich meer inliet met de feitelijke toestanden dan met de rechtstoestanden.

Hij wilde het werk tot stand brengen, dat Briand den 11ⁿ Maart 1915 kenmerkte : « door de stukken die de inbewaarderhandstelling dus zal verschaffen, zullen wij het economisch Frankrijk aan Frankrijk kunnen teruggeven.

Hij wenschte de goederen van vijandelijke onderdanen te treffen, hetzij die onder eenige fictie zijn verdoken, hetzij die door eenige rechtsformule of rechtscombinatie zijn beschut.

De rechtspleging in zake inbewaarderhandstelling moet aan het gerecht overleveren al de goederen toebehoorende aan vijandelijke onderdanen binnen het geheele grondgebied ; zoo niet, blijft zij eene loutere fictie. Het verbod van elken handel, de nietigheid van elke acte of van elk contract betreffende deze goederen mag niet vervallen wegens de eischen van tusschenpersonen.

Ook zijn talrijke parketten gekomen tot het besluit, dat tal van vennootschappen slechts *bij naam* als belgische dienen te worden beschouwd. Zij hebben dienvolgens, ten aanzien van de toepassing van het besluit-wet, de vennootschappen, waarvan bijna al de kapitalen en het bestuur aan vijandelijke onderdanen behooren, ofschoon zij behoorlijk waren opgericht in den vorm der belgische vennootschappen, behandeld als zijnde van vijandelijke nationaliteit. « Ongetwijfeld is het niet voldoende dat de meerderheid der kapitalen hun toebehoort opdat de vennootschap in bewaarderhand kunne gesteld worden. Dat is eene feitelijke quaestie waarover de Procureur des Konings moet oordeelen ; deze zal met een ruimen geest de zaak moeten onderzoeken en slechts eene beslissing nemen met de omzichtigheid, welke soortgelijke maatregel oplegt. Een der gegevens zal ongetwijfeld zijn het nagaan van de bedrijvigheid, gedurende de bezetting, door de vennootschap op gebied van vaderlandsliefde aan den dag gelegd ». (RAQUEZ, HOUTART EN DE WEE. *La loi belge sur les séquestres*, blz. 36.)

Deze verklaring — al schijnt zij niet te strooken met den tekst van het besluit — geeft onbetwistbaar het inzicht weer, dat den wetgever heeft geleid.

Zij werd door de Fransche rechtspraak aangenomen. De omzendbrief van den Minister van Justitie, dd. 28 Februari 1916, stelt vennootschappen en personen op gelijken voet, « zoodra hun bestuur of hunne kapitalen geheel of grootendeels, klaarblijkelijk in handen zijn van vijandelijke onderdanen, want in dergelijk geval verbergt zich, achter het schijnbegrip van privaatrecht, bedrijvig en krachtig de vijandelijke persoonlijkheid zelf ».

Het Hof van Beroep te Brussel, steunende op den tekst, legde het besluit op een andere wijze uit.

Welke regeling dient men op te leggen aan de vennootschappen die een belgischen vorm hebben aangenomen en vreemde kapitalen bevatten ?

Een vraagstuk, zooals dit welk ons thans is onderworpen, kwam te berde bij de behandeling der wet op het herstel der schade voortvloeiende uit de oorlogsfeiten.

Artikel 6 der wet van 10 Mei 1919 erkent het beginsel dat de oprichting

onder het beheer der Belgische wetten en het feit, dat de hoofdinrichting in België is gevestigd, aan de vennootschap de belgische nationaliteit toekennen. Doch om de misbruiken te vermijden die kunnen voortvloeien uit het feit, dat vijandelijke belangen zich zouden kunnen verschuilen onder den dek-mantel dezer persoonlijkheid, voordeel door de Belgische wet verleend, bepaalt de wet dat de vennootschappen, opgericht in den vorm der Belgische vennootschappen — dat deze juridisch gesproken Belgische vennootschappen — « op geene vergoeding mogen aanspraak maken indien de Belgische Staat bewijst dat op eenig oogenblik van het tijdperk tusschen 1 Augustus 1914 en de toekenning van de vergoeding, het grootste deel der kapitalen, aan den regel der vereeniging onderworpen, van vreemde nationaliteit was ».

Diezelfde term : « kapitalen van vreemde nationaliteit » werd in het huidig wetsontwerp overgenomen.

De Commissie meende te moeten nagaan of de aandeelhouders of vennooten behooren tot de klasse van diegenen, welke artikel 1 van het besluit bedoelde, op het oogenblik dat zij de aandeele in bezit hadden.

De nieuwe tekst zegt « kapitalen van vreemde nationaliteit ». Het komt ons voor, dat de term « vreemde », die kon opgenomen worden in de wet op de oorlogsschade, waarin de schadeloosstelling der vreemdelingen afhankelijk wordt gesteld van de voorwaarde der wederkeerigheidsverdragen, moet vervangen worden door den term « vijandelijke nationaliteit ».

Het woord « vijand » heeft eene beteekenis, die tegenwoordig duidelijk omschreven blijkt door de rechtsleer en de rechtspraak. Het zijn niet alleen de onderhoorigen der landen die metterdaad en rechtstreeks den oorlog hebben verklaard, maar ook hunne bondgenooten, — de vijanden en in rechten en in feiten, — al degenen met wie de economische betrekkingen waren verboden. En om te beslissen wie daartoe behoort, zal men niet den toestand, die kan ontstaan door de verandering van nationaliteit ten gevolge van het vredesverdrag van Versailles, maar wel den toestand, die daarvóór bestond, moeten in acht nemen.

De vraag, of het grootste deel der kapitalen aan onderdanen van eene vijandelijke natie toebehoort, is een feitelijke quæstie. De oplossing ervan zal niet afhankelijk gesteld zijn van de verplichting, voor den Procureur des Konings, eene lijst over te leggen, die helft plus één der aandeele vermeldend met de aanduiding van het getal titels in het bezit van genoemde aandeelhouders en het bewijs van hunne vijandelijke nationaliteit. Soortge-lijk bewijs zou dikwijls onmogelijk zijn. Wanneer het inderdaad titels aan houder geldt, zullen de eigenaars, behorende tot vijandelijke natiën, wel zorgen zich niet te laten kennen. Er zijn echter wel andere bewijzen van het bestaan en van den invloed der vreemde kapitalen. De Voorzitter der Rechtbank zal te dien aanzien steunen op de gegevens die hem worden verschaft. Hij moet namelijk zijne overtuiging vestigen, niet alleen op de aanwezigheidslijsten der vroegere vergaderingen, op het min of meer groot getal der Belgische aandeelhouders die aan de oproepingen beantwoordden,

maar ook op de samenstelling der Raden, op de wijze waarop de zaken der vennootschap werden gedreven, op de houding der vennootschap tijdens den oorlog.

Tegen zijn bevelschrift kan overigens het verhaal, dat is voorzien bij artikel 10 van het besluit-wet, door elken belanghebbende ingesteld worden, en als dusdanig moet worden beschouwd elk aandeelhouder elk houder van obligatiën of elke schuldvorderaar van de vennootschap. Indien dezen bewijzen dat de voorwaarde, gesteld door de verklarende wet, niet bestaat, zal de inbewaarderhandstelling niet gehandhaafd worden.

Deze rechtspleging levert een ernstigen waarborg op : daar zij in het bijzijn van partijen tegen het openbaar ministerie en tegen den dwangbeheerder wordt vervolgd in eene zaak van openbare orde, leidt zij tot eene eindbeslissing, die vóór alle belanghebbenden kracht van gewijsde moet hebben, zooals het onmisbaar is om den dwangbeheerder toe te laten zijne zending te vervullen.

Uit het feit, dat de vennootschap in bewaarderhand is gesteld, valt zij onder de toepassing van de artikelen 7 en volgende van het besluit-wet.

Aan den dwangbeheerder worden de rechten van den Behcerraad opgedragen; deze raad is niet meer bevoegd; om het handels- en nijverheidsbedrijf voort te zetten, heeft den dwangbeheerder de toelating van den Voorzitter der rechtbank noodig; hij heeft ze eveneens noodig om, bij voorkomend geval, de goederen, die 't vermogen der vennootschap uitmaken, geheel of gedeeltelijk te vereffenen.

In streng rechterlijken zin genomen, blijft de vennootschap echter voortbestaan; het mandaat, aan hare beheerders en commissarissen opgedragen en waarvan de uitoefening wettelijk is stilgelegd, is niet vervallen; de algemeene vergadering der aandeelhouders is niet afgeschaft en zij moet in elk geval nog opgeroepen worden om kennis te nemen van de balansen en rekeningen van winsten en verliezen en daarover te beraadslagen.

Hoe zal het beheer van den dwangbeheerder een einde nemen en wat zal er geworden van de Belgische of geallieerde belangen, welker vereeniging aldus kon ontbonden worden?

De toestand is dezelfde als die van de naamlooze vennootschap die in staat van faillissement verklaard wordt.

Het Verdrag van Versailles (art. 297^b) voorziet de weêrhouding en de vereffening der goederen, rechten en belangen, aan onderdanen van vijandelijke natiën of aan door hen gecontroleerde vennootschappen toebehorende bij het in werking treden van dit verdrag. Elke van de belanghebbende natiën zal die zaak door eene wet moeten regelen. Deze wet zal bepalen op welke wijze de dwangbeheerder de goederen zal verdeelen, welke hij, bij voorkomend geval, gemachtigd werd te verkoopen.

Het kan gebeuren dat op een bepaald oogenblik sommige belanghebbenden, wier vroeger politiek statuut aanleiding gaf tot inbewaarderhandstelling, van nationaliteit veranderden of eene andere nationaliteit verkregen en aldus aan de weêrhouding van hunne maatschappelijke aandeelen zullen ontsnappen.

De Voorzitters der rechtbanken zullen de zaak met eene bijzondere aandacht overwegen, wanneer titels, aan die personen toebehoorende, bijdragen tot het vormen van de meerderheid, die tot de in bewaarderhandstelling aanleiding geeft.

Elke andere oplossing dan die, welke uit de verklarende wet moet voortvloeien, zou machteloos zijn voor de gevolgen welke men gerechtigd is te eischen tegenover inrichtingen, zooals die, welke het voordeel van de bestreden beslissing heeft bekomen.

Elk ander stelsel zou leiden tot onontwarbare toestanden, waaraan het arrest van het Hof vergeefs trachte een einde te stellen door oplossingen die slechts als uitweg gelden; het is onmogelijk, de rechten der vennooten van vijandelijke nationaliteit uit te oefenen en beslag te leggen op hunne aandeelen, wanneer deze in den vreemde blijven; het zou voor den dwangbeheerder even onmogelijk zijn, deel te nemen aan de vergadering van aandeelhouders, de vennootschappen, waarvan de werking schadelijk is voor de economische belangen van het land, te doen ontbinden.

De voorgestelde wijze van verklaring door den wetgever is bij artikel 22 der Grondwet voorzien.

Wij zullen niet stilstaan bij de mogelijke opwerping, die steunt op het feit, dat de verklaring, gegeven door het Hof, niet onherroepelijk is, vermits de voorziening in verbreking tegen die beslissing nog altijd openblijft. Inderdaad, de wetgever, die te allen tijde het recht heeft eene wet te wijzigen, is dus te meer gerechtigd om deze wet nader te omschrijven, en dit recht geeft aanleiding tot de toepassing der wet, aldus voor alle verkeerdelijke verklaring onvatbaar, op al de zaken die niet voorgoed zijn gewezen: De voorgestelde wet, indien de zaak nog in voorziening kan gebracht worden, zou dus ten gevolge hebben, die voorziening te onderwerpen aan de regelen van de verklaarde wet.

Men kan zich evenwel afvragen of tegenover de hoogdringendheid die wordt ingeroepen om het wetsontwerp te rechtvaardigen, het niet noodig zou zijn de vertragingen en de kosten van rechtsvorderingen te vermijden, waarvan de uitslag door de verklarende wet is opgelegd.

In onderling overleg met de Regeering heeft de Bijzondere Commissie de eer, u een amendement voor te stellen, krachtens hetwelk de Voorzitter der rechtbank zou bevoegd zijn om de vennootschappen, die ophouden in bewaarderhand gesteld te zijn ten gevolge van eene verklaring, welke de wetgever moet afwijzen, door een nieuw bevelschrift opnieuw in bewaarderhand te stellen.

De Commissie stelt u voor het wetsontwerp aan te nemen, zooals zij het heeft gewijzigd in overeenstemming met bovenstaande aanmerkingen.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

**TEXTE PROPOSÉ
PAR LA COMMISSION.**

ARTICLE PREMIER.

Par interprétation de l'article 2, 5°, de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 relatif à la déclaration et à la mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets de nations ennemies, les sociétés constituées sous l'empire des lois belges, sont considérées comme fonctionnant fictivement sous le couvert desdites lois *lorsque, à une époque quelconque, comprise entre le 1^{er} août 1914 et la date de la cessation du temps de guerre, les capitaux soumis au régime de l'association appartenaient en majeure partie à des sujets de nations visées au dit arrêté-loi.*

ART. 2.

Les sociétés qui se trouvent dans le cas prévu par la disposition précédente, pourront être pourvues d'un séquestre, nonobstant toute décision contraire rendue antérieurement à la présente loi.

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD.**

EERSTE ARTIKEL.

Bij verklaring van artikel 2, 5°, van het besluit-wet van 10 November 1918 betreffende het aangeven en in bewaarderhand stellen van de goederen en aandeelen toebehoorende aan onderdanen van vijandelijke natiën, worden de vennootschappen, opgericht onder het beheer der Belgische wetten, beschouwd als fictief te werken onder gezegde wetten, *wanneer op eenig tijdstip, begrepen tusschen 1 Augustus 1914 en den datum van het ophouden van den oorlogstijd, de kapitalen, aan de regelen der vereeniging onderworpen, grootendeels toebehoorden aan onderdanen van bij gezegd besluit-wet bedoelde natiën.*

ART. 2.

De vennootschappen, die zich bevinden in het geval voorzien bij de vorige bepaling, kunnen in bewaarderhand gesteld worden niettegenstaande elke strijdige beslissing welke vóór deze wet mocht gegeven zijn.